



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St., 11, rue Laurier

Gatineau

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### Comments - Commentaires

Une exigence de sécurité est associée à ce document.

### Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

Business Transformation and Systems Integration  
Service/Division de transformation des opérations et  
d'intégrat

Special Procurement Initiative Dir

Dir. des initiatives spéciales

d'approvisionnement

11 Laurier, Place du Portage III

12C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Transformation de la SSI - DP	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EP243-170549/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 007
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20170549	<b>Date</b> 2017-07-25
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XE-678-31237	
<b>File No. - N° de dossier</b> 678xe.EP243-170549	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-08-11</b>	
<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Oates, Christine	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 678xe
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-3917 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **Modification n° 007**

### **Objectif**

- A. Recenser les modifications apportées à la DP.
- B. Répondre aux questions concernant la présente DP.

---

## **A. MODIFICATIONS**

### **Changement n° 61**

Dans la section 2 de l'ANNEXE A, Exigences opérationnelles, 2.2, Exigences détaillées **SUPPRIMER** APP-ICN.01 dans son intégralité et **REEMPLACER** par ce qui suit :

Communiquer avec le logiciel d'apprentissage SABA pour assurer la prestation et le suivi des exigences de formation. La solution doit pouvoir transmettre l'information du compte de l'utilisateur à l'environnement SABA, de sorte que les utilisateurs internes et externes puissent accéder au système SABA aux fins de formation. Une fois la formation requise terminée, le système SABA doit pouvoir mettre à jour la solution avec un dossier de la formation suivie, de sorte que les demandes de services puissent être traitées.

Logiciel d'apprentissage SABA sert de plateforme standard au Secteur de la sécurité industrielle pour fournir les cours d'apprentissage prolongé pour le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées. La plateforme comportera différents types de formation (p. ex., salle de cours virtuelle, présentations PowerPoint) dans divers formats et dans les deux langues officielles. Le système SABA s'occupera aussi de la certification, y compris l'administration automatisée des examens. Les rapports et les analyses des activités d'apprentissage seront également générés par le système SABA. La solution doit avoir la capacité d'absorption des mises à jour de SABA se rapportant à la formation pour le traitement des demandes de services.

### **Changement n° 62**

Dans la section 2 de l'ANNEXE A, Exigences opérationnelles, 2.2, Exigences détaillées, **SUPPRIMER** APP-ICN.10 dans son intégralité.

### **Changement n° 63**

Dans la section 5 de l'ANNEXE A, Exigences relatives à la sécurité de la TI, 1.2, Exigences détaillées, **SUPPRIMER** SC.18 dans son intégralité et **REEMPLACER** par ce qui suit :

L'entrepreneur doit fournir la conception détaillée d'une solution en matière de sécurité qui comporte à tout le moins :

- (a) un schéma détaillé des composants (il doit s'agir d'une version approfondie du schéma général des composants);
- (b) une description de la répartition des mécanismes de sécurité technique au sein des éléments de la conception détaillée des services;
- (c) la description de l'association des mécanismes de sécurité non technique aux éléments de la conception générale qui concernent l'organisation ou les opérations;
- (d) une justification des principales décisions concernant la conception.

### **Changement n° 64**

Dans la section 5 de l'ANNEXE A, Exigences relatives à la sécurité de la TI, 1.2, Exigences détaillées :

**INSÉRER :**

Contrôle d'accès et gestion des comptes	SC.75	Lors de la création de documents de fonctionnement pour l'activité, l'entrepreneur devra inclure le ou les processus qui décrivent la gestion des rôles et des contrôles d'accès de l'utilisateur. Ces processus doivent être consignés par l'entrepreneur dans un plan de gestion et de contrôle de l'accès des utilisateurs et peuvent servir de preuves de l'évaluation et de l'autorisation de sécurité.
---	-------	--

**Changement n° 65**

APPENDICE 5 DE L'ANNEXE A – Glossaire :

**INSÉRER :**

**SABA** : Une solution logicielle de gestion des talents qui comprend la gestion de l'apprentissage (SGA), la gestion du rendement et la collaboration en nuage.

**Remarque : Les modifications n°s 66 à 71 suivantes s'appliquent à la pièce jointe 1 de la partie 4 – Évaluation technique.**

**Changement n° 66**

Dans la section 3. Critère obligatoire, **SUPPRIMER** M1, point D, sous-point iv dans son intégralité et **REEMPLACER** par :

La gestion budgétaire (y compris le coût global des services faisant l'objet du contrat, à la fois au moment de l'attribution du contrat et à celui de la clôture du contrat);

**Changement n° 67**

Dans la section 4 – Critères cotés, C1, point A :

**SUPPRIMER :**

Document **Gouvernance du projet et structure de l'équipe de projet**, y compris ce qui suit :

**INSÉRER :**

**Gouvernance du projet et structure de l'équipe de projet**, y compris ce qui suit :

**Changement n° 68**

Dans la section 4 – Critères cotés, C1, point B :

**SUPPRIMER :**

**Plan de gestion de la portée des travaux** décrivant la gestion de la portée tout au long de l'étape de réalisation de projet. Cette description devrait indiquer ce qui suit :

**INSÉRER :**

**Gestion de la portée des travaux** décrivant la gestion de la portée tout au long de l'étape de réalisation de projet. Cette description devrait indiquer ce qui suit :

**Changement n° 69**

Dans la section 4 – Critères cotés, C1, point C :

**SUPPRIMER :**

**Plan de gestion du calendrier** décrivant la stratégie du soumissionnaire pour la gestion des activités liées au projet de TSSI. La réponse doit comprendre ce qui suit :

**INSÉRER :**

**Gestion du calendrier** décrivant la stratégie du soumissionnaire pour la gestion des activités liées au projet de TSSI. La réponse doit comprendre ce qui suit :

**Changement n° 70**

Dans la section 4 – Critères cotés, C1, point E :

**SUPPRIMER :**

**Plan de gestion des risques**, conformément au SNGP, qui comprend les éléments suivants :

**INSÉRER :**

**Gestion des risques**, conformément au SNGP, qui comprend les éléments suivants :

**Changement n° 71**

Dans la section 4 – Critères cotés, C1, point F :

**SUPPRIMER :**

**Plan de gestion de la qualité** décrivant comment le soumissionnaire compte intégrer les critères entourant la qualité dans la gestion du projet et le développement des produits, des produits livrables et des processus, du point de vue du processus opérationnel et de la mise en œuvre d'une solution. La réponse doit comprendre ce qui suit :

**INSÉRER :**

**Gestion de la qualité** décrivant comment le soumissionnaire compte intégrer les critères entourant la qualité dans la gestion du projet et le développement des produits, des produits livrables et des processus, du point de vue du processus opérationnel et de la mise en œuvre d'une solution. La réponse doit comprendre ce qui suit :

## **B. QUESTIONS**

### **Question n° 84**

À la section 7.26 figure une exigence concernant la déclaration quotidienne et hebdomadaire des heures de travail. Étant donné que la solution est à taux fixe, il n'est pas nécessaire d'octroyer du temps pour la déclaration des heures de travail et des tâches. L'État pourrait-il retirer ce critère?

### **Réponse n° 84**

Le Canada ne prévoit pas exiger de rapports exhaustifs sur le temps et les tâches. Toutefois, le Canada peut exiger les renseignements décrits à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent, clause 7.26, pour les activités de planification de projet ou à d'autres fins. Par conséquent, le Canada ne modifiera pas la clause 7.26.

### **Question n° 85**

L'État pourrait-il remplacer : 4007 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux); par 4006 (2010-08-16) – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux – et faire en sorte que cela s'applique au contrat et en fasse partie?

### **Réponse n° 85**

Le Canada exige que les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux soient tenus à jour, et ne remplacera pas ou ne modifiera pas 4007 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux.

### **Question n° 86**

Serait-il possible d'obtenir des renseignements plus détaillés sur les sources de données pour l'estimation des travaux de migration? Nous aimerions voir tous les échantillons d'ensemble de données qui seront fournis afin de commencer à établir l'architecture des données fournies (bases de données par système source, nombre de tableaux par base de données, renseignements sur la structure des tableaux, nom des colonnes des tableaux, formats par colonne, valeurs min/max, etc.).

### **Réponse n° 86**

À l'heure actuelle, toutes les sources de données n'ont pas été déterminées. Des échantillons de données pour la conception détaillée de base de données seront fournis à l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. Veuillez vous reporter à la question n° 69 de la modification n° 006 pour obtenir de l'information à propos des bases de données.

### **Question n° 87**

Veuillez préciser la portée des travaux de migration.

- a) Ne s'agit-il que d'une migration à partir des systèmes sources déterminés à l'environnement Dynamics CRM?
- b) Devons-nous fournir des scripts de migration depuis les systèmes en ligne, comme dans la portée?
- c) Devons-nous fournir des scripts de migration pour le déplacement vers le sous-système de RA?
- d) Si les données réelles sont dans un format Sybase, Access ou autre, l'échantillon de données sera-t-il dans ce format, ce qui nécessitera la transformation de l'échantillon de données dans le cadre des travaux de migration?

### **Réponse n° 87**

En ce qui a trait à la portée des travaux de migration des données :

- a) Les travaux de migration des données comprennent la migration de données depuis les bases de données des systèmes du Secteur de la sécurité industrielle existants et les sources de données externes déterminées (p. ex., fichiers Excel et bases de données Access) à l'environnement de la solution.
- b) On s'attend à ce que les scripts de migration comprennent le déplacement des données depuis les solutions Web et intranet utilisées actuellement par le Secteur de la sécurité industrielle. On les trouve dans notre portefeuille de données relatives à la migration.
- c) Si l'entrepreneur détermine que CRM ne fournit pas toutes les fonctionnalités requises pour satisfaire aux exigences en matière d'établissement de rapports de la solution, il faudra alors un script pour remplir le sous-système de RA. Si les exigences de la solution en matière d'établissement de rapports peuvent être entièrement satisfaites grâce aux fonctionnalités de CRM, aucun script n'est nécessaire. Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 140 de la présente modification pour en savoir plus à ce sujet.
- d) Les données fournies à titre d'exemple n'ont pas encore été créées. Les données seront fournies dans les formats demandés afin de garantir l'exactitude des scripts.

### **Question n° 88**

Combien d'années de données (actuelles et historiques) seront conservées dans le système?

### **Réponse n° 88**

Les données appartenant à des documents actifs doivent être conservées dans la solution pour pouvoir être consultées et utilisées dans l'établissement de rapports et à d'autres fins opérationnelles. À l'heure actuelle, le plus ancien dossier actif dans le système actuel a 20 ans. Cependant, la nouvelle solution doit permettre le stockage de dossiers actifs pour une période indéfinie.

### **Question n° 89**

En ce qui concerne l'annexe A – Énoncé des travaux; 2.2 Exigences détaillées – Exigences fonctionnelles, 2.2.1 Application de traitement du service, APP-COM.05 (page 21 de 70); Microsoft Dynamics CRM utilise Exchange pour l'envoi de courriels. Nous ne recommandons pas cette procédure pour les clients qui veulent faire des envois massifs de courriels. Les envois massifs nécessitent habituellement un tiers externe.

- a) Combien de courriels pourrait-on envoyer simultanément aux utilisateurs externes (de 5 à 10, 50 ou plus, 1 000 et plus)?
- b) Voulez-vous également envoyer des messages textes à des groupes d'utilisateurs externes?

### **Réponse n° 89**

En ce qui concerne l'exigence APP-COM.05 :

- a) L'objectif de cette exigence est la capacité d'envoyer des courriels à des groupes cibles, et non l'envoi massif de courriels. Nous envoyons un courriel à environ 5 000 utilisateurs en lots de 500 destinataires à la fois.
- b) Il n'est pas nécessaire d'envoyer de messages textes pour le moment, selon les modifications apportées à APP-COM.03 et à WP-UE.09. Reportez-vous à la modification au changement n° 27 de la modification n° 003.

**Question n° 90**

Devons-nous réaliser une enquête de sécurité sur une organisation du secteur privé ou une vérification d'organisation désignée avant de répondre à la présente soumission ou, si nous ne sommes pas actuellement inscrits, ce processus est-il lancé lors de l'attribution d'un contrat?

**Réponse n° 90**

Le soumissionnaire doit détenir les habilitations de sécurité requises avant la date de clôture des soumissions. Veuillez vous reporter à la partie 6 – Exigences relatives à la sécurité et autres exigences, clause 6.1, et à la partie 7 – Clauses du contrat subséquent, clause 7.4.

**Question n° 91**

Dans l'APPENDICE 2 de l'ANNEXE A – Activités principales, à la page 4 de 6, on parle au point b) de la nécessité de « d'exécuter le plan de contrôle de l'accès et de gestion des utilisateurs », mais ce plan ne fait pas partie des exigences d'énoncé des travaux de la SECTION 5 – Exigences relatives à la sécurité de la TI, bien que l'État mentionne des exigences de contrôle d'accès dans la section sur le contrôle d'accès et la gestion des comptes (SC.01, SC.02 et SC.03). Est-ce que l'État exige un produit livrable distinct des autres produits livrables d'évaluation et d'autorisation de sécurité indiqués à la page 39 de 70 de l'ANNEXE A – Énoncé des travaux, et si c'est le cas, quel est la table des matières de ce plan?

**Réponse n° 91**

Selon SC.02, le gouvernement du Canada exige des documents indiquant les contrôles d'accès et les rôles correspondants qui répondent aux exigences opérationnelles décrites dans APP-AU.03, APP-OPS.01-.23, APP-IM.05 et APP-IM.07, sans toutefois s'y limiter.

Une nouvelle exigence a été ajoutée à la section 5, Exigences en matière de sécurité des TI, afin de préciser les produits livrables exigés. Veuillez vous reporter au changement n° 64 de la présente modification.

**Question n° 92**

Annexe A – Énoncé des travaux, section 5 Exigences relatives à la sécurité de la TI, 1.2 Exigences détaillées, SC 47 (page 52 de 77). L'entrepreneur doit présenter au gouvernement du Canada des procédures opérationnelles de sécurité. Celles-ci doivent à tout le moins comprendre les éléments énumérés ci-dessous.

a) Pour chaque rôle d'utilisateur privilégié :

- i. Calendrier des mesures liées à la sécurité qui doivent être prises pour maintenir le niveau de sécurité du SSI;
- ii. La façon d'utiliser les interfaces opérationnelles en fonction;
- iii. Chaque mesure prévue et la façon dont l'utilisateur doit l'appliquer.

b) Les rôles et responsabilités opérationnels concernant :

- i. les exigences d'interaction avec les représentants de TPSGC;
- ii. **le calendrier et les procédures d'établissement de rapports;**
- iii. le contrôle d'accès;
- iv. la vérification et la responsabilité;

- v. l'identification et l'authentification;
- vi. la protection du système et des communications;
- vii. la sensibilisation et la formation;
- viii. **la gestion de la configuration;**
- ix. **la planification d'urgence;**
- x. **l'intervention en cas d'incident;**
- xi. l'entretien;
- xii. la protection des supports;
- xiii. **la protection physique et environnementale;**
- xiv. la **sécurité du personnel;**
- xv. l'intégrité du système et de l'information.

Question :

Les procédures opérationnelles de sécurité ne sont pas toujours la responsabilité de l'autorité des opérations de TI et nécessitent une connaissance approfondie de l'organisation, des politiques, des normes et des procédures de gestion et d'exploitation de l'autorité des opérations de TI.

Le Canada pourrait-il confirmer et préciser les responsabilités du soumissionnaire à ce chapitre?

**Réponse n° 92**

L'entrepreneur est responsable d'élaborer des processus opérationnels et systémiques dans le cadre de la solution. Par conséquent, l'entrepreneur doit consigner les procédures opérationnelles qui appuient les activités quotidiennes des utilisateurs internes et externes pour tous les rôles de la solution. Pour tout processus de la solution qui sera mené par la Direction générale du dirigeant principal de l'information de TPSGC ou de SPC, l'entrepreneur doit travailler avec le gouvernement du Canada afin de veiller à ce que les processus soient compris et suffisamment documentés afin de réduire au minimum les erreurs de fonctionnement. Les procédures doivent tenir compte de toutes les exigences pertinentes en matière de sécurité afin que les erreurs commises par les utilisateurs entraînent des risques supplémentaires minimales pour le Canada.

**Question n° 93**

Section 3 de l'annexe A – Énoncé des travaux : Exigences techniques, 1.2 Exigences techniques, Tech. 19 (page 37 de 77) :

La réponse ou l'accusé de réception pourraient-ils ne pas faire partie de la solution de portail (p. ex. courriel)?

**Réponse n° 93**

L'exigence technique 19 concerne l'extensibilité et non l'envoi de messages. En réponse à la question des soumissionnaires, les communications et les avis destinés aux utilisateurs externes ne doivent pas tous faire partie de la solution. Des avis transmis par courriel doivent être envoyés aux utilisateurs externes pour les informer d'une communication du SSI qui doit être consultée au moyen de la solution.



#### **Question n° 94**

Si nous sommes chargés de fournir des options supplémentaires pour l'établissement de rapports (p. ex., rapports et tableaux de bord), faudra-t-il les mettre au point au moyen de Business Objects? Quelle version de Business Objects est actuellement installée chez le client?

#### **Réponse n° 94**

Business Objects sera disponible dans l'éventualité où l'entrepreneur déterminerait que CRM n'offre pas toutes les fonctionnalités requises. Quoi qu'il en soit, la solution doit être configurée de manière à être liée à Business Objects pour offrir de la souplesse sur le plan de l'établissement de rapports s'il fallait dépasser les capacités de CRM dans le cadre du maintien ou de l'extensibilité de la solution (Tech.15, Tech.16 et Tech.19).

La version de Business Objects qui est actuellement disponible comprend ce qui suit :

- Ensemble du module RA de SAP Business Objects 4.0 (sp.2);
- NetWeaver Business Warehouse 7.3;
- NetWeaver Foundation for Third Party Apps 7.3;
- SAP Business Objects Text Analysis XI 3.0 (SP.2);
- Traitement du langage d'analyse de texte (toutes les autres langues, sauf le Finnois);
- SAP Business Objects Planning & Consolidation for the Public Sector 10.0.

#### **Question n° 95**

ÉNONCÉ DES TRAVAUX SC.09 – La liste actuelle des fournisseurs de services tiers de services informatiques externes indiqués à la figure 2 (diagramme d'aperçu de l'architecture de la solution de TSSI) à la page 33 de la DP indique ce qui suit : SABA, solution d'achats électroniques (SAE), validation des adresses de Postes Canada, agences d'évaluation du crédit, GRC, SCRS et bouton d'achat du receveur général (BARG) du SSI.

L'entrepreneur suppose que l'exigence ci-dessus ne s'applique qu'aux entités qui ne font pas partie du gouvernement fédéral, à savoir SABA, le fournisseur de services de validation des adresses de Postes Canada et les agences d'évaluation du crédit. Veuillez confirmer que cette supposition est correcte.

#### **Réponse n° 95**

L'exigence SC.09 concerne toutes les autres applications en dehors de la solution de TSSI (MS Dynamics CRM 2015 ou une version plus récente et ses composantes) qui doivent se connecter à la solution de TSSI, peu importe s'il s'agit d'applications externes ou internes du gouvernement.

À titre d'exemple, l'application SABA est une plateforme de gestion de l'apprentissage. Il s'agit d'une solution non gouvernementale. SABA sera la plateforme standard du Secteur de la sécurité industrielle pour fournir les cours d'apprentissage prolongé pour le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées. La plateforme comportera différents types de formation (p. ex., salle de cours virtuelle, présentations PowerPoint) dans divers formats et dans les deux langues officielles. La solution doit avoir la capacité d'absorption des mises à jour de SABA se rapportant à la formation pour le traitement des demandes de services.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des interfaces de la solution de TSSI, reportez-vous aux réponses à la question n° 16 de la modification n° 003 et à la question n° 65 de la modification n° 006. Le gouvernement du Canada aimerait également indiquer que la figure 2 a été supprimée de la révision en raison des changements touchant les besoins opérationnels en matière de sécurité et le profil de sécurité de la solution (veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 35 de la modification n° 003).

Veillez également vous reporter aux changements n° 61 et n° 65 de la présente modification, qui concernent tous deux SABA.

**Question n° 96**

Annexe A – Énoncé des travaux, section 3 (exigences techniques), paragraphe 1.1 (aperçu des exigences) – Le graphique indique que MS Dynamics CRM pour Outlook sera utilisé par les inspecteurs afin de présenter et de récupérer les renseignements.

- a) Les inspecteurs auront-ils tous un poste de travail pour utiliser MS Dynamics CRM pour Outlook ou s'attend-on à recevoir du soutien pour les appareils mobiles, ce qui nécessiterait une autre méthode de connexion?
- b) Si l'on a besoin de soutien pour les appareils mobiles, le graphique sera-t-il mis à jour de manière à inclure les exigences relatives aux appareils mobiles, ou s'attend-on à ce que cela soit examiné dans le cadre du processus de planification et d'analyse?

**Réponse n° 96**

En ce qui a trait à l'exigence de MS Dynamics CRM pour Outlook, les inspecteurs et les enquêteurs du SSI utiliseront leur équipement fourni par le gouvernement (EFG) [ordinateurs portatifs] pour utiliser MS Dynamics CRM pour Outlook. Aucune autre exigence relative au soutien des appareils mobiles pour ce type de capacité ou fonctionnalité hors ligne n'a été relevée.

**Question n° 97**

En ce qui concerne la mise en œuvre de la solution – Les exigences concernent la réalisation d'un projet pilote suivie d'une mise en œuvre progressive.

- a) Quelle est la composition souhaitée pour la mise en œuvre progressive?
- b) Combien de phases sont prévues?
- c) Quelle est la portée de chaque phase (c'est-à-dire, si une phase englobe un sous-groupe d'utilisateurs ou un sous-ensemble de données ou de cas)?
- d) Est-ce que la mise en œuvre d'un système particulier constituera une phase?
- e) Si la mise en œuvre d'un système doit être effectuée en plusieurs phases, en quoi consiste l'exigence de tenir à jour les données dans deux systèmes de manière simultanée ou de diviser la mise en œuvre de façon à ne migrer qu'une partie des données à chaque phase? Le SSI sera-t-il responsable de tous les changements qui doivent être apportés au système d'origine dans le cadre d'une mise en œuvre et d'une migration des données progressives?

**Réponse n° 97**

L'approche de mise en œuvre progressive est nécessaire afin que la solution puisse être mise en œuvre de manière contrôlée et de réduire au minimum les répercussions internes et externes touchant le SSI.

- a) On souhaite que l'équipe de mise en œuvre progressive soit composée de manière à ce que les activités opérationnelles (p. ex., présentation de la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité [LVERS]) et inscription d'une organisation auprès du SSI) soient amorcées une à la fois ou selon des groupes logiques, jusqu'à ce que la solution complète ait été mise en œuvre.
- b) L'entrepreneur devrait recommander le nombre de phases qui figure dans son plan de réalisation de la solution. Le plan doit être approuvé par le responsable du projet.
- c) La portée des travaux de chaque phase garantit que les activités opérationnelles seront effectuées dans leur intégralité afin d'assurer le bon déroulement de l'adoption. Si, par exemple, une composante de l'activité d'inscription organisationnelle n'a pas pu être mise en œuvre en

raison d'un module d'extension de système incomplet, les autres composantes de l'inscription organisationnelle devront attendre jusqu'à ce que le module d'extension ait été installé.

- d) Une phase devrait comprendre la mise en œuvre de l'ensemble d'un secteur d'activité (toutes les activités opérationnelles liées à un programme) et de la technologie nécessaire.
- e) Les détails concernant la façon dont les données seront traitées pendant les mises en œuvre progressives n'ont pas encore été déterminés. L'entrepreneur doit proposer une recommandation dans son plan de réalisation de la solution.

#### **Question n° 98**

Migration des données – Quelles sont les attentes relatives à l'épuration des données en ce qui a trait à la migration des données? Y a-t-il des attentes relatives à l'épuration automatisée des données? Si l'épuration des données doit être manuelle, veuillez confirmer qu'il s'agit de la responsabilité du SSI.

#### **Réponse n° 98**

Le responsable du projet est responsable de l'épuration des données. L'entrepreneur est responsable de la planification, de l'élaboration et de la validation de la migration des données à l'aide d'un échantillon de données contrôlé qui sera fourni par le responsable du projet. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la portée de la migration des données, veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 87 dans la présente modification.

#### **Question n° 99**

Tech.20 : Pouvez-vous indiquer de manière précise le temps de réponse acceptable (en temps quasi réel) ?

#### **Réponse n° 99**

La solution devrait être souple, tout en étant capable de traiter des transactions et des volumes variés, comme il est indiqué dans l'énoncé des travaux. En ce qui a trait à l'exigence technique 20, nous définissons « temps réel » comme étant un délai de cinq secondes après le traitement requis. L'entrepreneur et le responsable du projet conviendront d'un temps de réponse acceptable après l'attribution du contrat.

#### **Question n° 100**

P. 55 de l'annexe A – TM.09 et TM.10 – « L'entrepreneur doit d) veiller à ce que les cycles d'essai se poursuivent jusqu'à ce qu'un cycle complet soit effectué sans aucun nouveau bogue ou défaillances ». Veuillez préciser le degré de gravité des bogues et des défaillances visés par cette exigence. Est-ce que cela comprend les bogues et les défaillances considérés comme mineurs ou négligeables?

#### **Réponse n° 100**

L'entrepreneur doit poursuivre les cycles d'essai jusqu'à ce que tous les bogues et les défaillances aient été réglés à la satisfaction du responsable du projet. On s'attend à ce que l'entrepreneur signale les bogues et les défaillances avant de lancer un cycle d'essai pour confirmer les mesures nécessaires. Le responsable du projet n'envisagera l'exclusion de bogues et de défaillances d'un cycle d'essai que dans des circonstances exceptionnelles et au cas par cas. Si le responsable du projet décide d'exclure un bogue ou une défaillance d'un cycle d'essai, alors le bogue ou la défaillance en question ne devra pas être pris en compte pour ce cycle. Quand les bogues et les défaillances auront été réglés à la satisfaction du responsable du projet, le cycle d'essai en question prendra fin.

**Question n° 101**

P. 55 de l'annexe A – TM.11 – « L'entrepreneur doit effectuer des essais de validation... des données provenant des systèmes existants dans la nouvelle solution ». Veuillez préciser les données concernées, car cela semble contredire l'énoncé selon lequel le SSI s'occupera de la migration des données.

**Réponse n° 101**

En ce qui a trait à TM.11, le soumissionnaire sera responsable de la migration d'un échantillon de données épuré et représentatif qui sera fourni par le responsable du projet. L'entrepreneur devra effectuer des essais de validation de l'échantillon de données migré afin de vérifier l'exactitude des scripts de migration écrits. La migration des données sera effectuée par le responsable du projet à l'aide des scripts de migration écrits par l'entrepreneur. Veuillez vous reporter à l'exigence relative à la migration des données APP-DM.04.

**Question n° 102**

Formation – Veuillez préciser les attentes relatives à l'achèvement de la formation : les formations doivent-elles toutes être terminées avant le lancement de la production ou avant la mise en œuvre? Les deux exigences sont énoncées dans la DP.

**Réponse n° 102**

L'entrepreneur doit veiller à ce que la formation soit donnée de manière progressive et réursive, de sorte que les utilisateurs internes et externes reçoivent toute la formation nécessaire et soient capables d'utiliser chaque version successive de la solution dès son déploiement. Comme il est écrit dans la DP, la formation doit commencer dès que possible, être réursive et adaptée au public visé avant la phase pilote et les déploiements progressifs subséquents.

**Question n° 103**

APP.ICN.10 « Communique avec le système de liaison avec l'étranger du ministère du directeur du MDN [...] Il est à noter que cette exigence peut devenir une exigence de communication avec le système de service de sécurité de la Défense du Département de la Défense des États-Unis, dans la mesure du possible ». Veuillez confirmer que cela représente deux exigences distinctes pour lesquelles il faut fournir une estimation dans la réponse.

**Réponse n° 103**

L'exigence APP-ICN.10 sera supprimée de la DP. Veuillez vous reporter au changement n° 62 de la présente modification.

**Question n° 104**

Veuillez confirmer que la « clôture du projet » et « clôture du contrat » ont la même signification dans les critères O1 et O2 :

- O1 : la description détaillée du projet doit comprendre : iv. La gestion budgétaire (y compris le coût global des services faisant l'objet du contrat, à la fois au moment de l'attribution du contrat et à celui de la clôture du contrat);
- O2 : la description détaillée du projet doit comprendre : iv. La gestion budgétaire (qui comprend le coût global des services prévus dans le contrat au moment de l'attribution du contrat et à la clôture du contrat);

#### **Réponse n° 104**

L'État reconnaît que les termes « clôture du projet » et « clôture du contrat » ont été utilisés de façon interchangeable dans les exigences O1 et O2. Pour clarifier l'exigence d'évaluation de la gestion budgétaire, on a modifié la formulation du critère O1 (remplacement de « clôture du projet » par « clôture du contrat ») par souci d'uniformité. Veuillez vous reporter au changement n° 66 de la présente modification.

#### **Question n° 105**

En ce qui a trait à l'exigence O2, veuillez confirmer que les mots « projet de référence » ne devraient pas se trouver à la fin du premier paragraphe.

#### **Réponse n° 105**

Veuillez noter que l'exigence O2 a déjà été modifiée. Reportez-vous aux changements n° 51, n° 52 et n° 53 de la modification n° 004.

#### **Question n° 106**

En ce qui concerne l'exigence C1, on peut interpréter le terme « gestion de projet » comme nécessitant six (6) documents et plans distincts (pour les critères A à F) en plus du plan préliminaire de gestion de projet. Veuillez confirmer que les réponses des soumissionnaires pour les critères A à F de « gestion de projet » de l'exigence C1 sont un seul plan préliminaire de gestion de projet.

#### **Réponse n° 106**

L'État confirme que le plan préliminaire de gestion de projet et le plan de gestion de projet sont exigés. Les critères A à F doivent être inclus comme composantes du plan de gestion de projet et ne sont pas des exigences distinctes.

Le libellé du critère A d'évaluation technique de l'exigence C1 a été modifié, car la gouvernance du projet et la structure de l'équipe sont des composantes qui devraient être incluses dans le plan de gestion de projet, mais ne doivent pas nécessairement faire l'objet d'un document séparé.

Veuillez vous reporter aux changements n° 67 à n° 71 de la présente modification.

#### **Question n° 107**

À l'annexe A, SAAG.02 (page 39) et SC.18 (page 44) – Le sigle « SDSD » est utilisé deux fois; toutefois, il semble avoir deux sens. Dans SAAG.02, il est défini comme étant la « conception détaillée d'une **solution** en matière de sécurité », alors qu'il est défini comme étant la « conception détaillée de **services** en matière de sécurité » dans SC.18.

Comme ces termes sont différents, que le sigle est le même, nous aimerions que vous nous indiquiez s'il s'agit de produits livrables distincts.

#### **Réponse n° 107**

Les produits livrables appelés « conception détaillée d'une **solution** en matière de sécurité » ou « conception détaillée de **services** en matière de sécurité » dans SAAG.02 et SC.18 sont les mêmes et doivent être appelés « conception détaillée d'une **solution** en matière de sécurité ». Veuillez vous reporter au changement n° 63 dans la présente modification, où le libellé de SC.18 a été corrigé.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**